

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSÉ, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## **Rapport annuel 2016 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service - Fourrière automobile**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012.

Par délibération en date du 17/12/2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S), sa filiale, a été validée et a fait l'objet d'un avenant. La société Effia Stationnement a souhaité créer un établissement administratif pour individualiser l'activité Fourrière.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2017 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 14 septembre 2017;

- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20 septembre 2017.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

**1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué**

o Les moyens - Terrains et locaux

Dans le cadre de la délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la Ville. Cette mise à disposition a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

En avril 2016, la fourrière municipale a fait l'objet d'un aménagement dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmé de la Ville de Montpellier afin de compléter l'accessibilité du site aux personnes handicapées.

Le renouvellement de l'agrément de gardien de fourrière, au nom du responsable d'exploitation, est intervenu par arrêté préfectoral en août 2016.

La superficie totale du terrain soit 6 970 m<sup>2</sup> se répartit ainsi :

- 5 580 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par catégorie : véhicules volés, épaves, infractions stationnement, ... ;
- 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la SARL E.G.S.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain clos permet le stockage de 400 véhicules en moyenne. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabine ».

Depuis avril 2015 afin d'améliorer la sécurité du personnel et des biens confiés, le délégataire a installé un système de détection d'intrusion.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

o L'effectif

Au 31 décembre 2016, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire requis selon la nature de leur mission.

Durant l'année 2016, pas d'augmentation d'effectif, à noter que 2 personnes ont été recrutées en contrat à durée déterminée pour remplacer le personnel en arrêt de travail.

La masse salariale s'élève à 588 160 €.

Des formations en matière d'E.P.I - 1<sup>er</sup> secours – produits chimiques ont été suivies par 8 agents.

Une mise à jour du document unique des risques professionnels spécifiques au personnel des fourrières automobile a été réalisée également dans l'année.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (4 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

o Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m<sup>3</sup> pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 12 000 véhicules par an.

o L'activité

Depuis 2015, le délégataire a opéré un transfert de sa base de données informatique sur un serveur centralisé pour sécuriser les informations sensibles liées aux mises en fourrière : identités des propriétaires, immatriculations, nature des infractions...

A cette occasion, l'ensemble du matériel informatique a été remplacé par du matériel neuf.

- Enlèvement de véhicules :

En 2016, le **nombre de réquisitions reçues et traitées** s'est élevé à **9 325** contre 9 680 en 2015.

Cette baisse d'activité concerne la police nationale à hauteur de 305 véhicules.

Au final, **8 298 véhicules sont entrés en fourrière**, contre un total de 8 598 en 2015 incluant :

*1 345 procédures pour police nationale (contre 1 644 en 2015)*

*6 953 pour la police municipale (contre 6 954 en 2015)*

- 903 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place,
- 29 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

**Soit au total 9 230 interventions en 2016.**

Le **taux d'efficacité** d'EGS (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à **98,98 %** contre 99,23 % en 2015.

- Sorties de véhicules :

En 2016, les véhicules se répartissent ainsi :

- **7 467 facturés à leur propriétaire** contre 7 522 en 2015
- **1 747 mis en destruction** contre 1 793 en 2015
- **101 vendus par les Domaines** contre 97 en 2015

Il est à noter que le nombre de véhicules sortants peut être supérieur, certains véhicules restitués ou détruits ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent. De plus les ventes pour ferrailage des véhicules dont l'enlèvement a été payé par le propriétaire sont comptés dans les postes « restitution » et « vente ferraille ».

En conclusion, l'année 2016 est la cinquième année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Concernant l'activité fourrière, il apparaît, comme pour l'année précédente, une optimisation nécessaire du parc de stockage compte tenu d'un volume important de véhicules judiciaires. Pour ces véhicules la rotation est moindre et les entrées sont excédentaires par rapport aux sorties entraînant une occupation du site au détriment de l'activité fourrière classique liée au stationnement gênant ou abusif.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, la Ville de Montpellier s'est prononcée sur le principe de la délégation de service public. La mise à disposition d'un deuxième terrain a été pris en compte dans le cadre du nouveau contrat qui se mettra en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Néanmoins, le site actuel offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier incluant la fourrière municipale, a été reconduite en octobre 2016. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

## **2. Bilan financier de la délégation**

En milliers d'€ HT	2015	2016	N/N-1
Chiffre d'affaires total dont:	<b>1 380,8</b>	<b>1 315,1</b>	-4,8%
CA Enlèvement	606,0	572,5	-5,5%
CA Opération préalable	11,4	10,2	-10,5%
CA Gardiennage journalier	150,1	155,8	3,8%
CA Expertise	17,6	17,9	1,7%
CA Facturation Ville et EDP	28,6	35,0	22,4%
CA Ferrailles	278,3	223,8	-19,6%
CA Saisie judiciaire	129,5	162,2	25,3%
CA Domaines	56,8	46,2	-18,7%
CA Facturation TP	90,1	85,7	-4,9%
Variation de stock	15,2	11,9	-21,7%
Divers	-2,7	-6,1	125,9%
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>1 380,8</b>	<b>1 315,1</b>	<b>-4,8%</b>
Personnel et sous-traitance	725,5	712,0	-1,9%
Entretien et réparations	88,5	66,9	-24,4%
Frais de gestion	79,3	91,0	14,8%
Autres charges de gestion	76,0	71,7	-5,7%
Autres charges	163,5	184,6	12,9%
Redevance Ville de Montpellier	165,8	133,1	-19,7%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 298,6</b>	<b>1 259,3</b>	<b>-3,0%</b>

<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>82,2</b>	<b>55,8</b>	<b>-32,1%</b>
<b>Résultat financier (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>N/A</b>
<b>Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>118,2%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>81,1</b>	<b>56,0</b>	<b>-30,9%</b>

a) Variation des recettes :

Le chiffre d'affaires de la structure diminue de 4,8% entre 2015 et 2016 représentant une baisse de 65,7 K€ des recettes. Cette variation s'explique en partie par la baisse du chiffre d'affaires lié aux activités *enlèvements* (-33,5 K€) et *vente de ferraille* (-54,5 K€). En effet, le nombre d'enlèvements est inférieur de 376 en 2016 par rapport à 2015 et le prix de la ferraille a fortement diminué sur cet exercice impactant les recettes à la baisse.

A l'inverse, on observe une hausse de 25,3% du chiffre d'affaires liée à la saisie judiciaire, soit +32,7 K€.

b) Variation des charges :

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de 3% entre l'exercice 2015 et 2016, soit une variation de 39,3 K€. Elle s'explique en partie par la diminution des charges de personnel de 1,9% (-13,5 K€) liée à la baisse de l'activité qui emmène une baisse des heures supplémentaires. Le poste *entretien et réparations* affiche une baisse de plus de 24%, soit -21,6 K€, l'année 2015 ayant été marquée par de grosses réparations sur les véhicules.

A l'inverse, on observe une progression des postes *frais de gestion*, et *autres charges* qui augmentent respectivement de 14,8% (+11,7 K€) et 12,9% (+21,1 K€).

Il s'agit essentiellement de +14,4 K€ de provisions pour clients douteux ; de l'effet année pleine de l'acquisition de véhicules en 2015 sur les amortissements à hauteur de +12,5 K€ ; et de l'impact sur le CET (+10,4 K€) de l'augmentation par l'administration fiscale de la base de calcul de la CET.

c) Redevance versée à la Ville :

On note également une diminution de 19,7% de la redevance versée à la Ville, la baisse du chiffre d'affaires impactant la redevance variable à hauteur de -32,7 K€.

d) Résultat :

Ainsi, les variations des recettes et des charges sur l'exercice 2016 impactent le résultat de près de -31% qui s'établit à 56 K€ à la clôture de l'exercice.

L'analyse du rapport 2015 faisait état d'une clarification nécessaire sur la qualification des biens de la délégation. Suite aux travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et de la Commission de Contrôle des Déléataires de Service Public, le Conseil Municipal est informé que le délégataire a intégré à ce rapport les demandes de la Ville concernant les biens de la délégation. Ainsi, les véhicules de remorquage sont qualifiés de bien de retour, ils intégreront le patrimoine de la Ville à titre gratuit à l'issue de la DSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport 2016.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel 2016

- Avenant n°5

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171103-15987-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 15/11/17  
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.